



SNUEP-FSU
12 rue Cabanis
75014 Paris
Tél : 07 60 18 78 78
snuepnat@snuep.com
<http://www.snuep.com>

Maintenant, pour l'Enseignement Professionnel, le Changement ?

L'alternance politique : une bouffée d'oxygène pour la France et pour l'Europe ?

Après 5 années où N. Sarkozy a porté sans relâche une politique de stigmatisation des plus faibles, reprenant sans complexe les thèmes nauséabonds de l'extrême-droite, en tentant de détourner le peuple du constat de son retentissant échec, de celui des politiques ultralibérales qu'il a portées avec son gouvernement UMP et au sein de l'Union Européenne qui nous ont conduit à cette crise profonde que nous subissons aujourd'hui. Le SNUEP-FSU se félicite du résultat du vote du peuple Français qui en choisissant François Hollande a fait le choix du changement. La défaite de N. Sarkozy sanctionne donc sa politique néolibérale qui avec la RGPP et les « réformes » mises en place dans la fonction publique a dangereusement aggravé toutes les inégalités en affaiblissant l'ensemble des services publics. Cette alternance devrait être une chance pour la France et pour l'Europe. Il faut maintenant que le rejet de la politique menée par N. Sarkozy soit confirmée lors des élections législatives afin de permettre au nouveau gouvernement de mettre en place une politique juste et solidaire qui rende aux services publics la capacité d'être avant tout au service des plus fragiles.

Le nouveau gouvernement devra être à la hauteur des attentes nombreuses des Français-es. Le SNUEP-FSU demande ainsi que des décisions soient rapidement prises. Les électeurs et les électrices ne comprendraient pas que l'on puisse continuer dans la voie initiée par le Président déchu.

Reconstruction de l'Éducation Nationale

L'Éducation nationale a payé le prix fort de cette politique régressive et aujourd'hui, le chantier est énorme pour reconstruire ce qui a été détruit : les inégalités scolaires se sont

creusées, la déscolarisation et les sorties sans diplômes ont augmenté, les conditions de travail se sont fortement dégradées, la formation des enseignant-es a été démantelée.

En particulier, l'autonomie des établissements dans le cadre de la rénovation de la voie professionnelle développe les inégalités territoriales de formation, elle est également source de toutes les dérives autoritaristes et clientélistes, notamment lorsqu'elle est associée à l'avancement au mérite. Le SNUEP-FSU revendique notamment un retour à des grilles horaires d'enseignement définies au niveau national et une remise à plat de l'accompagnement personnalisé.

Pour l'enseignement professionnel public et laïque, il est urgent que des mesures soient prises dès la rentrée 2012 notamment, pour maintenir l'offre de formation dans les lycées professionnels, pour améliorer les conditions d'accueil des lycéen-nes et les conditions de travail de ses personnels, et reconstruire la formation initiale et continue des enseignant-es.

Au-delà des mesures d'urgence pour la rentrée, le SNUEP-FSU demande le vote d'une nouvelle loi d'orientation et de programmation qui définisse clairement l'ambition et la priorité portées à l'Éducation Nationale afin de permettre la réussite de tous les jeunes. Sur ses bases revendicatives et les 5 priorités qu'il a définies, le SNUEP-FSU est prêt à engager dans les semaines et mois qui viennent des concertations avec la prochaine majorité afin de participer activement dans ce cadre au devenir et à la promotion de l'enseignement professionnel public.

Plan d'urgence et États généraux du 2nd degré.

Le SNES a adopté le principe d'organiser à l'automne des États Généraux du 2nd Degré qui se veulent un outil de mobilisation pour

peser à la fois sur la période de fin d'année scolaire (plan d'urgence) et sur le plan de programmation pluri annuel dont l'équipe de F. Hollande a annoncé la présentation en novembre / décembre 2012. Le SNUEP et le SNEP ont décidé de s'associer à la participation à l'ensemble des actions qui seront proposées dans ce cadre (cf. note Plan d'urgence et État généraux du second degré).

Politique régionale et décentralisation.

Le SNUEP-FSU continuera à mener son action dans le cadre le plus unitaire possible pour s'opposer à la régionalisation de l'enseignement professionnel public. Il demande l'abrogation des lois « Cherpion » qui favorisent l'apprentissage au détriment de la formation professionnelle sous statut scolaire et qui remettent en cause la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans. Le SNUEP-FSU rappelle son opposition ferme à l'apprentissage à 14 ans. Il continuera à dénoncer la mixité des parcours et des publics introduite dans la quasi-totalité des contrats d'objectifs et de moyens pour le développement de l'apprentissage. Il demande la renégociation de l'ensemble de ces COM entre les régions et l'État sur une autre base que la recherche d'un développement quantitatif de l'apprentissage. Ainsi, les objectifs chiffrés pour 2015 doivent être revus à la baisse et l'enseignement professionnel public doit redevenir dans toutes les régions le mode de formation professionnelle initiale prépondérant que l'État doit développer et améliorer afin de diminuer le taux de sorties sans qualification des jeunes.

Action spécifique sur les modalités d'évaluation dans la voie professionnelle

M. Châtel a profité de la réforme du Bac Pro en 3 ans pour généraliser le Contrôle en Cours de Formation (CCF). Ainsi pour la première fois lors de la session 2012 du Bac Pro, quasiment toutes les disciplines seront évaluées en CCF. Le SNUEP-FSU a toujours été très critique sur ce mode de certification et a d'ailleurs réaffirmé, lors de son dernier congrès en 2011, de manière très ferme son mandat d'un retour à un examen évalué en épreuves ponctuelles terminales. A défaut de réel bilan organisé par le ministère, le SNUEP-FSU considère qu'il est temps de faire un point sur la mise en place des nouvelles modalités d'évaluation dans la voie professionnelle. C'est pourquoi ; en mai, il lance sa propre enquête qui sera envoyée à l'ensemble des syndiqué-es. Les réponses seront analysées et feront l'objet d'une communication rendue publique dans le cadre

de la semaine d'action contre le CCF du 14 au 21 juin.

NON à la 3èmes prépa pro

Sans aucune concertation l'ancien Ministre de l'Éducation, Luc Châtel, a décidé de généraliser pour la rentrée 2012 la transformation des classes de 3ème DP6 en classe de 3ème prépa Pro. Pour le SNUEP-FSU, cette généralisation n'apportera aucune amélioration dans l'organisation des enseignements de ces classes. Bien au contraire, d'après les premières remontées, il est à craindre que les conditions d'enseignement vont encore plus se dégrader. Le SNUEP-FSU demande l'arrêt immédiat de cette généralisation et une réelle concertation sur le devenir des classes de 3ème DP6 avec dans l'immédiat une amélioration significative des moyens d'enseignement alloués à ces classes (remise en place des dédoublements pour l'ensemble des heures de cours, mise en place de temps de concertation pour les équipes,...).

Bac Pro Gestion Administration

Le Baccalauréat Professionnel Gestion Administration ne doit pas être mis en place en septembre 2012. Le référentiel d'activité professionnel doit être retravaillé afin de garantir une formation professionnelle de qualité. Les PLP ont été peu ou pas formés et ne sont pas prêts à sa mise en œuvre, les plateaux techniques ne pourront être fournis par les régions qu'en 2013. Pour toutes ces raisons le SNUEP-FSU demande un moratoire sur la mise en place de ce Bac Pro et l'ouverture de réelles discussions avec la profession sur le devenir des Bacs Pro « secrétariat » et « comptabilité ».

Formation en entreprise

Le SNUEP-FSU revendique la mise en place rapide d'un groupe de travail ministériel sur les PFMP. Le PFMP pose un certain nombre de problèmes (difficulté pour trouver un lieu de stage, inégalité voir discrimination...). Ce travail devrait permettre un meilleur accueil de tous les élèves en entreprises et une mise en pratique dans l'entreprise plus efficace des compétences enseignées en LP.

Formation et recrutement des personnels de l'enseignement professionnel

Pour le SNUEP-FSU, il est urgent de reconstituer le vivier des candidat-es aux CAPLP. Cela nécessite une structure type « IUFM », puisque aucun UFR de l'université ne correspond aux disciplines de concours. Il faut

dès maintenant rouvrir les masters professionnels spécifiques ainsi que les préparations aux concours CAPLP qui ont été fermés l'année dernière. L'« Ecole supérieure de la pédagogie et du professorat », dont parle Vincent Peillon, Conseiller du candidat François Hollande élu Président, devra éviter les nombreux écueils de la réforme de la masterisation. Le SNUEP-FSU estime nécessaire de remettre en place des écoles professionnelles afin d'y :

- développer la préprofessionnalisation
- pré-recruter, en réactivant les cycles préparatoires qui figurent toujours dans le statut des PLP (Pré-recrutement par concours)
- créer des masters spécifiques à l'enseignement en voie professionnelle et instaurer une carte des formations
- constituer des équipes de recherche, notamment pour la formation de formateurs
- établir des liens entre toutes les composantes de l'Université (IUT...) et avec les rectorats (inspection, établissements, STS...).

Cette structure devra posséder un budget propre et un caractère national lui permettant de délivrer des diplômes. Elle pourrait prendre la forme d'une école nationale supérieure à caractère professionnel, d'une école externe sur le modèle des écoles d'ingénieur ou encore de l'école intégrée actuelle assortie d'un décret.

Le SNUEP-FSU demande que l'ensemble des personnels qui exerce en LP soit formés. Pour accompagner les équipes pédagogiques, nous demandons le recrutement de chefs de travaux formés et la révision de leurs missions.

Précarité

Il ne doit plus y avoir de recrutement de précaires. La précarité doit être résorbée par la mise en place d'un nouveau plan pluriannuel de titularisation des personnels précaires, devant faire l'objet d'une négociation entre le nouveau gouvernement et les organisations syndicales.

NON à la transformation des GRETA en GIP

Les organisations syndicales unanimes demandent un moratoire sur le projet de transformation des GRETA en Groupement d'Intérêt Public (GIP) et l'ouverture immédiate d'une véritable négociation qui doit passer par l'abandon du passage en GIP et l'arrêt du désengagement de l'Etat dans la Formation continue des adultes (FCA). Il faut que le

ministère garantisse la viabilité des GRETA, préserve la cohérence du réseau et son appartenance au service public.

Il faut qu'il admette enfin l'engagement et l'implication de l'ensemble des personnels des GRETA depuis des années ; en reconnaissant leur métier, en garantissant l'emploi de tous les précaires et en leur donnant accès à la loi réduisant la précarité dans la Fonction publique, en préservant l'emploi des titulaires au sein des GRETA et en maintenant les missions des CFC personnels de rectorat chargés de la mise en œuvre de la politique académique au sein des GRETA

Le SNUEP-FSU appelle à la réussite des Contre Assises Nationales de la Formation Continue des Adultes de l'Éducation nationale du jeudi 7 Juin 2012 à Paris.

Harcèlement sexuel au travail

Le conseil constitutionnel vient d'annuler la loi sur le harcèlement sexuel au travail votée il y a 20 ans aux motifs de flou juridique. C'est un coup dur pour toutes les femmes, premières victimes de harcèlement sexuel, et pour toutes les militant-es et les organisations qui se battent pour le droit des femmes. Le SNUEP-FSU exige qu'une nouvelle loi précise quant à la définition du délit de harcèlement sexuel soit votée le plus rapidement possible.

Enfin, le SNUEP-FSU exige l'abrogation du décret sur l'évaluation des enseignant-es, publié en guise de cadeau d'adieu par Luc Châtel, au JO du 8 mai 2012 et revendique par ailleurs à ce que la circulaire de rentrée soit réécrite après consultation des organisations syndicales. Dès maintenant, le SNUEP-FSU demande à être reçu par le nouveau ministre de l'EN afin d'aborder l'ensemble des dossiers qui sont liés à l'enseignement professionnel et notamment les plus urgents (Bac Pro 3 ans, maintien de l'offre de formation, 3ème prépa Pro, CCF, formation des enseignants, évaluation des enseignants, abrogation des lois Cherpion,...).

Le SNUEP-FSU reste vigilant quant aux réponses qu'apportera le gouvernement et se donnera les moyens de porter les revendications des personnels pour un enseignement professionnel public et laïque de qualité.